Procès-verbal réunion du Conseil Municipal en date du 11 Février 2025 à 18h30.

Présents : ESTEBAN Martine (Maire), BATSALLE Agnès, BONNEFONT André, CERT Claudine, CLIMENT Alain, COUFFIGNAL Jean-François, DAREAUX François, D'ANTONI-MARTY Mireille (5° Adjte), EYCHENNE Patrick (1° Adjt), FABRY Philippe (2° Adjt), GARCIA Frédéric, JOLIBERT Frédéric, LAGARDE Daniel (4° Adjt), MERCIER Jean, METGE Nadine, MILVILLE Françoise (6° Adjte), MOUCHAGUE Nicole, RODA Joel, VAN MOLLE Julie.

Excusés et représentés : BERGE Yves avec procuration à GARCIA Frédéric, BERTHELOT Marie (3° Adjte) avec procuration à ESTEBAN Martine, LAVIGNE Delphine avec procuration à LAGARDE Daniel, MAURAT Jean-Luc avec procuration à MERCIER Jean.

Secrétaire : LAGARDE Daniel.

Mme Le Maire ouvre la séance, fait l'appel des conseillers municipaux et des procurations et passe à l'ordre du jour. Elle indique que la séance sera enregistrée.

M. Daniel Lagarde est désigné comme secrétaire de séance.

1) Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 10 Décembre 2024.

Mme Le Maire demande à l'Assemblée si des observations sont faites sur le PV de la séance du 10 Décembre 2024. L'Assemblée n'a pas d'observation à formuler et valide le PV à l'unanimité.

2) Communication du tableau récapitulatif des indemnités des élus pour l'année 2024.

M. Bonnefont présente à l'Assemblée, à titre d'information, l'état annuel des indemnités des élus municipaux pour l'année 2024. Le document est projeté.

3) Bilan et débat sur la formation des élus du Conseil Municipal.

Mme D'Antoni-Marty présente à l'Assemblée le tableau de formation des élus municipaux pour l'année 2024.

Mme Le Maire rappelle les nombreuses formations organisées par l'Association des Maires, formations très intéressantes et variées qui permettent aussi d'échanger avec les élus des autres collectivités.

M. Lagarde indique participer à ces formations et qu'il est aussi possible d'avoir recours au compte formation individuel des élus, compte qui permet de demander des formations avec d'autres organismes.

4) Désignation d'un délégué à la CLECT de l'Agglo.

M. Fabry indique à l'Assemblée que suite à la démission de Pierre Roumieu, délégué suppléant de la CLECT auprès de l'Agglo. (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées), il est nécessaire de désigner un remplaçant. Pour rappel, MM. Philippe Fabry et Daniel Lagarde sont délégués titulaires et Mme Nadine Metge, déléguée suppléante.

M. Fabry précise que cette commission se réunit une fois par an.

M. François Dareaux propose sa candidature qui est validée à l'unanimité par l'Assemblée.

5) Travaux d'Éclairage Public sur les terrains de tennis extérieurs, Chemin du Château d'Eau.

M. Lagarde indique que dans le cadre des travaux d'éclairage public, qui seront réalisés par le SDE 09, sur les terrains de tennis extérieurs, Chemin du Château d'Eau, le coût des travaux a été estimé à 12 000 Euro. Ces travaux peuvent faire l'objet d'une aide financière du SDE 09 selon le plan de financement suivant :

- SDE 09, 50%, soit 6 000 Euro.
- Commune, 50%, soit 6 000 Euro.

La participation de la Commune sera appelée à la fin des travaux sous forme de contribution de fonctionnement.

M. Dareaux demande pourquoi le SDE est en charge de ces travaux. M. Lagarde indique que c'est le SDE 09 qui assure par délégation la gestion de l'Éclairage Public sur la Commune.

L'Assemblée vote à l'unanimité la réalisation de ce projet ainsi que son financement.

6) Demande de subvention exceptionnelle pour la classe de découverte à Toulouse, classe de CP-CE2, les 6 et 7 Mars 2025, organisée par le Groupe Scolaire Paul Delpech.

M. Mercier indique à l'Assemblée que Mme Boixaderas a déposé un dossier de demande de subvention pour la classe de découverte des CP/CE2. Elle se déroulera les 6 et 7 Mars 2025, à Toulouse et 18 élèves sont concernés avec visite de la Cité de l'Espace dans le cadre du projet « mission Exploration de l'Univers », utilisation des transports en commun, balades dans les rues à la découverte des richesses de Toulouse.

Le budget de la classe d'élève à 2 510 Euro sans l'option téléphérique urbain ou 2 546.40 Euro avec l'option téléphérique urbain. La participation des familles s'élève à 50 Euro.

Le budget transmis par Mme Boixaderas est le suivant :

Prestation	Tarif
Transport BUS Varilhes-Cité de l'Espace-CREPS-Varilhes Ecobus Occitanie	870 €
Visite de la Cité de l'Espace Atelier Robots Martiens (1 animateur de la Cité de l'Espace) Effectif prévisionnel 18 élèves (à actualiser)	257 €
Hébergement et restauration (pension complète) CREPS Effectif prévisionnel 18 élèves	1328,40 €
Transport urbain Tisséo, Linéo, métro, tram Ticket Tribu (12 déplacements, soit 6 aller-retours à 9,10€) 24 aller-retours + 24 allers simples (effectif prévisionnel 18 élèves + 6 adultes) => 6 tickets tribu	54,60 €
Option Téléphérique urbain Ticket Tribu (12 déplacements, soit 6 aller-retours à 9,10€) : 24 aller-retours => 4 tickets tribu	36,40 €
Total sans option Téléphérique urbain	2510,00 €
Total avec option Téléphérique urbain	2546,40 €

Pour rappel, les autres années, la Commune a attribué :

- 5 Euro pas enfant et par jour.
- Aide plafonnée à 1 000 Euro.
Ici cela représenterait 180 Euro.

Mme Milville précise que c'est un projet très intéressant pour les enfants.

L'Assemblée vote à l'unanimité la subvention de 180 Euro pour ladite classe de découverte.

7) Mise en place de la carte scolaire.

Mme Le Maire propose à l'Assemblée de mettre en place la carte scolaire sur le territoire communal pour les inscriptions.

Les affectations seront :

- Ecole de Laborie pour Le Courbas, Laborie, la descente de Laborie jusqu'au Chemin de Las Coumaninos inclus, Joucla, Longpré, Lagréou et le long de la Route Départementale dans le sens Varilhes / Pamiers.

En ce qui concerne l'Aire de Grand Passage et l'Aire d'Accueil, leur affectation sera étudiée au cas par cas selon les effectifs des écoles.

- Groupe Scolaire Paul Delpech pour le reste de la Commune.

En cas de demande de changement d'affectation, le dossier sera étudié en Commission de Dérogation qui émettra un avis.

L'Assemblée valide à l'unanimité cette proposition de carte scolaire.

8) Dérogation scolaire.

Mme Le Maire indique à l'Assemblée qu'il y a lieu de modifier la Délibération du 17 Septembre 2024 quant au rôle de la Commission de dérogation qui doit rendre un avis et non désigner l'Ecole d'affectation. L'affectation reste de la compétence du Maire.

L'Assemblée valide à l'unanimité cette modification et précise que le reste de la délibération reste inchangé.

9) Convention territoriale globale pour la période 2025-2029.

Mme Cert propose à l'Assemblée de renouveler la Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2025-2029 initialement signée pour la période 2020-2024.

Cette convention est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Les domaines d'intervention sont la petite enfance, enfance et jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social. La Commune de Varilhes est concernée car elle dispose d'un ALAE. Cette nouvelle convention permettra de maintenir les aides financières de la CAF pour la CAPFV dans le cadre des actions menées dans le secteur enfance et jeunesse et pour les Communes dans le cadre des ALAE.

L'Assemblée accepte à l'unanimité de renouveler la Convention Territoriale Globale pour la période 2025-2029.

10) Convention actant le processus de recrutement dans le cadre de la Formation Secrétaire de Mairie.

M. Couffignal indique que les secrétaires de Mairie représentent un rouage essentiel entre les élus et les citoyens dans nos communes rurales ou périurbaines. Ce métier fait face à un grave manque d'attractivité.

Au niveau du Département de l'Ariège, ce sont près de 60 secrétaires qui quitteront leur fonction dans les trois ans à venir. Face à cette situation, bon nombre de maires se sont tournés vers le Centre de Gestion et les associations des maires et élus pour exprimer leur inquiétude à ce sujet. Certaines secrétaires cumulent plusieurs temps partiels et interviennent sur plusieurs collectivités. Souvent appelées « couteau suisse », les secrétaires de mairie sont un maillon incontournable de la vie de nos communes, puisqu'elles exercent leur action dans les domaines de l'urbanisme, de la comptabilité, de l'Etat Civil, etc... .

Le Centre de Gestion de l'Ariège et France Travail proposent aujourd'hui une formation de 450 heures de mars à juin 2025. Cette formation est financée et rémunérée par France Travail si des collectivités assurent le recrutement d'au moins 8 stagiaires pendant au moins 6 mois :

- Le candidat s'engage à suivre cette formation de 450 h, prévue du 24.02.2025 au 14.06.2025 dans le cadre du dispositif POEI (Période Opérationnelle à l'emploi individuelle)
- La Commune s'engage, à l'issue de la formation à recruter ledit candidat, sur un contrat de minimum 20h00 hebdomadaires, et d'une durée de 6 mois minimum à l'issue, soit courant du mois de juillet 2025.

Il est donc proposé de recruter dans ce dispositif, dans un souci de solidarité. Sachant que la personne recrutée sera dans nos services de Juillet à Décembre couvrant ainsi la période des 3 mois de congés où nous manquons de personnel.

L'Assemblée doit donc donner l'autorisation de signer la convention actant ce processus entre le France Travail, le futur stagiaire et la Commune, qui s'engage à recruter au terme de la formation le candidat retenu pour un contrat de 20h de travail hebdomadaire pour une durée de 6 mois minimum.

L'Assemblée valide à l'unanimité cette convention actant le processus de recrutement dans le cadre de la Formation Secrétaire de Mairie et autorise Mme le Maire à la signer.

11) Création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps non complet.

Mme Metge indique à l'Assemblée que conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités et établissements peuvent recruter, en application de l'article L. 332-14 du code général de la fonction publique, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Sur le rapport établi au point ci-dessus concernant la formation des secrétaires de Mairie, considérant le tableau des

effectifs au 31.12.2023 et les besoins du service nécessitant la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps non complet, il est proposé de créer un emploi permanent au grade d'adjoint administratif territorial du cadre d'emploi des adjoints administratifs, catégorie C, à temps non complet à raison de 20/35^{ème} pour exercer les missions d'un Secrétariat de Mairie.

L'Assemblée à l'unanimité la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif à temps non complet aux conditions citées ci-dessus.

12) Bilan 2024 des activités du CCAS.

Mme Milville présente à l'Assemblée, pour information, le bilan de l'activité du CCAS pour l'année 2024.

I - ATTRIBUTIONS LEGALES DU CCAS

Dossiers aides sociales légales

Pré-instructions administratives des dossiers en relation avec les familles-établissements-travailleurs sociaux

Aide à l'hébergement : 7 dossiers première demande – 1 dossier de renouvellement

Aide-ménagère : 1 dossier

Obligations alimentaires : 7 dossiers

Elections de domicile

Nombre de première demande : 2

Nombre de renouvellement : 10

Refus : 2

II - ATTRIBUTIONS FACULTATIVES – ACTIONS SOCIALES

Réunions du Conseil d'Administration du CCAS

Nombre de réunions : 6

21 février – 27 mars - 15 mai – 22 mai – 24 juillet – 23 octobre

Dossiers de demandes d'aides financières

Nombre de dossiers examinés : 12

Nombre de dossiers ajournés ou réorientés : 5

Types d'aides et montant globaux attribués :

- Eau : 300 €
- Electricité : 1.050 €
- Habitation loyer : 500 €
- Gaz : 300 €
- Logement aide au nettoyage : 200 €

Bons alimentaires

3 demandes : montant global attribué 150 €

Bon carburant

Aucun

Dossiers signalement logements indignes

5 nouveaux signalements

4 visites de logement en lien avec la communauté d'agglomération du pays de Foix-Varilhes (CAPFV) et en présence de SOLIAH

Festivités de fin d'année des Aînés

Repas de fin d'année des Aînés organisé le mercredi 4 décembre à partir de 12 heures au Centre de Loisirs de Varilhes, 81 participants.

Commande de 211 colis simples (dont 22 remis aux résidents du foyer Bleu Printemps) et de 55 colis couples auprès de plusieurs commerçants de Varilhes qui se sont regroupés pour faire une proposition et réaliser la confection des colis.

Durant la semaine du 11 au 17 décembre 2024, distribution par les élus et les membres du conseil d'administration du CCAS des colis aux personnes seules et aux personnes vivant en couple, âgées de 77 ans et plus, habitant Varilhes.

Remise d'un colis simple à chaque intervenant du CLAS (4).

III – REUNIONS COMMISSIONS CONSULTATIVES

Rencontres Françoise MILVILLE / Jean MERCIER

Le 03.04.2024 : Mme ESTOUP - Secours Populaire

Rencontres Françoise MILVILLE / Philippe FABRY

Le 29.04.2024 : M. BONNET – Association les Petites Frères des Pauvres

Commission des Aînés

2 réunions le 03/07 et 27/08/2024.

IV – CLAS

Reconduction du co-financement du CCAS à la mise en place par le PAAJIP des deux CLAS (contrat d'accompagnement à la scolarité) pour la rentrée scolaire 2024/2025 (montant total 5.000 euros).

Le 11 janvier 2024 : Rencontre avec l'animateur et les intervenants.

Le 18 juin 2024 : Bilan avec Audrey ROUMIEU (commission familles CCAS) et Françoise MILVILLE à l'école Paul Delpech en présence de la directrice et des intervenants.

Le 25 septembre 2024 : Rencontre au PAAJIP avec Françoise MILVILLE pour faire le point de rentrée et présentation de la nouvelle animatrice.

M. Fabry souhaite préciser que l'Association « Les Petits Frères des Pauvres » est une association Laïque. Il indique aussi les problèmes rencontrés lors des visites des logements lorsque SOLIHA est gestionnaire des logements et aussi acteur du contrôle (juge et partie). Il précise avoir fait remonter cette information à l'Agglo Foix-Varilhes qui a la compétence « Habitat ». Il indique ne plus vouloir participer à ces visites.

M. Couffignal demande s'il y a eu une augmentation des demandes d'aide sur 2024. Mme Milville précise qu'il y a eu plus de dossiers sur 2024 mais les demandes financières ont été moins élevées. Par contre beaucoup de dossiers sont déposés depuis début 2025 et ces dossiers sont souvent en lien avec l'augmentation des factures d'énergie.

Mme Le Maire souhaite remercier Mme Milville et M. Fabry pour les actions menées sur le plan social tout au long de l'année et M. Fabry pour son investissement auprès du SMAGVA.

Informations sur les décisions prises dans le cadre des délégations accordées par l'Assemblée au Maire :

1. Décision Municipale n°2024-17 : Dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour achat de matériel pour la cantine scolaire de Varilhes – Groupe Scolaire Paul Delpech.

M. Garcia indique que ce dossier concerne l'achat de matériel pour la cantine du Groupe Scolaire Paul Delpech, à savoir, une armoire positive. Afin de mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer, une demande de financement auprès du Conseil Départemental de l'Ariège, à hauteur de 25% du coût total. Le montant de l'achat s'élève à 2 704.00 Euro HT. Le montant de la subvention demandée s'élève à 676.00 Euro. Le financement proposé est le suivant :

- Subvention CD 09 (25%) : 676.00 Euro.
- Solde du financement à la charge de la Commune : 2 028.00 Euro.

2. Décision Municipale n°2024-18 : Dossier de demande de subvention auprès de l'Etat, au titre de la DETR 2025 ou DSIL, pour la réalisation d'un court de tennis extérieur.

M. Eychenne indique que ce dossier concerne le projet de réalisation d'un court de tennis extérieur, Chemin du Château d'Eau, à Varilhes. Le montant estimé des travaux s'élève à 75 835.00 Euro HT, soit 91 002.00 Euro TTC. Compte tenu du montant des travaux, il est nécessaire de déposer, auprès de l'Etat, au titre de la DETR 2025 ou DSIL, une demande de financement à hauteur de 30% pour la

réalisation de ce court de tennis extérieur, dont le coût global des travaux serait de 75 835.00 Euro HT. Pour rappel, cet équipement est un équipement structurant à l'échelle du Bourg-Centre et la Commune de Varilhes figure parmi les deux communes les plus peuplées du Canton. Le financement proposé est le suivant :

- Subvention au titre de l'Etat, DETR 2025 ou DSIL (30%) : 22 750.50 Euro HT.
- Subvention au titre du Conseil Départemental 2024, équipement sportif (20% investissements sportifs structurants Bourg-Centre, Commune figurant parmi les 2 Communes les plus peuplées du Canton) : 15 167.00 Euro HT.
- Solde du financement à la charge de la Commune : 37 917.50 Euro HT.

Sachant que le Club de Tennis s'engage à faire un don du montant du solde à la charge de la Commune.

M. Couffignal demande si le projet du court couvert est abandonné. Mme Le Maire répond négativement puisque ce nouveau court a vocation à être couvert dans un second temps avec une toiture photovoltaïque. Le club a déjà pris contact avec une Société mais la Commune étudiera le dossier et la possibilité d'obtenir des subventions afin de retenir la meilleure solution.

13) Questions diverses.

- Vente de la Maison Bayle Avenue du 8 Mai 45 : il n'y a pas eu d'offre à ce jour. Une nouvelle proposition à 248 000 Euro au lieu de 279 972 Euro a été validée par le Service des Domaines.

Mme Metge demande si l'Office HLM serait intéressé par un tel bien. Mme Le Maire précise que dans le cas des opérations avec les HLM, il faut que la Commune donne le bien ou le vende à bas prix et participe financièrement à la réalisation des logements.

- Mme Le Maire présente le projet Drive de Nuit, 7 Avenue de Rieux. Une aide financière de la Commune est sollicitée. L'Assemblée indique que la Commune ne peut pas participer à des projets privés. Il sera conseillé au porteur de projet de se rapprocher de l'Agglo Foix-Varilhes et du Département.

M. Dareaux indique qu'il y aura certainement des retours négatifs concernant ce projet.

- Lecture est faite par Mme Le Maire du courrier mentionnant la dissolution de l'Association Varilhanimation au 30 Décembre 2024.
- Lecture est faite par Mme Le Maire des Vœux et des remerciements de M. Robert HILF.
- Mme Le Maire indique qu'un incendie s'est déclaré au 1^o étage des Resto du Cœur le 6 Février 2025. Elle rappelle que l'Association a inauguré le nouveau véhicule itinérant sur le parvis de la Mairie le 5 Février 2025.
- Mme Le Maire donne des informations sur la Maison de Santé pour laquelle il nous est demandé une attestation sismique phase Permis de Construire. Le dossier sera mené jusqu'au bout afin de connaître le coût réel. Les demandes de subventions ont été déposées et sont en instruction.
- Mme Le Maire indique que des travaux vont débiter au niveau de l'agence du Crédit Agricole avec mise en place d'un distributeur extérieur. Les travaux vont impacter temporairement le stationnement alentour.

14) Questions des conseillers municipaux.

- Mme Batsalle indique que le distributeur de poches pour les déjections canines au Pont à disparu. M. Eychenne indique qu'il est dans l'Ariège.
- M. Lagarde donne des informations concernant la réunion avec la Préfecture et la DIRSO pour les travaux de la 2X2 voies sur le secteur Pamiers / Saint Jean de Verges.

Les travaux vont se dérouler en 3 phases :

- Phase 1 : Pamiers Nord/Pamiers Sud du 12 au 27 Mai.
 - Phase 2 : Pamiers Sud/Verniolle du 2 au 13 Juin.
 - Phase 3 : Verniolle/Saint Jean de Verges (CHIVA) du 16 au 30 Juin.
- M. Eychenne donne des informations sur les travaux à venir et à l'étude :
 - Route de Paris.
 - Voies cyclables.

- Problème stationnement sortie de Varilhès direction Pamiers : demande cession d'un morceau de terrain au niveau de la carrière (250 m2).

Il indique également que les travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal au niveau de la gare vont débuter en Avril 2025.

- Mme Metge demande des informations concernant le parking Avenue de Foix. Mme Le Maire indique qu'une procédure au tribunal est en cours et que l'avocat de la Commune négocie avec l'avocat de la propriétaire. Elle précise que si le dossier n'aboutit pas, il sera lancé une procédure d'expropriation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.

Le Maire
Martine ESTEBAN.

Le Secrétaire
Daniel LAGARDE.